

L'OR ROUGE ET LA PECHE DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD

Rétablir les moyens de subsistance détruits et protéger les populations dans la région de Diffa au Niger

Dans le cadre de son intervention d'urgence dans la région de Diffa au Niger, Oxfam au Niger a réalisé une EMMA modifiée (analyse et cartographie des marchés en état d'urgence) en novembre 2016¹. L'objectif global était de comprendre les effets du conflit causé par Boko Haram et les effets des opérations militaires le combattant sur les moyens de subsistance essentiels des populations affectées par la crise. La cartographie des marchés comporte une analyse des risques de protection qui permet de prendre la mesure de la destruction des marchés et des moyens de subsistance découlant de la crise, et des dangers nouveaux ou accrus auxquels les hommes, femmes, filles et garçons sont confrontés. Le rapport contient des recommandations clés à l'intention du gouvernement, des Nations unies, des bailleurs de fonds et des organisations humanitaires sur les mesures qui permettraient de soutenir les marchés et les moyens de subsistance et de protéger les populations touchées par le conflit dans la région de Diffa.

LE PROBLÈME

Huit années de conflits violents perpétrés par un groupe connu sous le nom de Boko Haram, et d'opérations militaires pour le combattre, ont conduit à une crise humanitaire et des déplacements aux effets dévastateurs. Dans les pays du bassin du lac Tchad, à savoir le Nigéria, le Tchad, le Niger et le Cameroun, 17 millions de personnes sont touchées par le conflit qui a commencé au Nigéria pour se propager aux trois pays voisins. Plus de 2,6 millions de personnes ont été déplacées par le conflit.



Source : ESRI, UNCS. Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur les cartes n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations unies. Carte créée en Nov 2011.

Source : OCHA

Dans la région de Diffa, la région la plus à l'est du Niger, qui jouxte la frontière nord-est du Nigéria, les attaques de Boko Haram qui ont commencé en février 2015 ont plongé la région dans une crise sécuritaire et humanitaire sans précédent. 340 000 personnes² sont affectées par les actes d'extrême violence perpétrés par Boko Haram, ainsi que par les opérations militaires qui s'y opposent. Les populations ont été forcées de fuir leur foyer, leurs terres agricoles productives, les zones fluviales et le lac Tchad. Ces déplacés ont pour la plupart trouvé refuge le long de la nationale, la N1, qui relie Diffa à la petite ville de Bosso, dans des campements spontanés et dans des villages, hébergés par des communautés qui sont elles-mêmes pauvres et démunies.

Le Niger est l'un des pays les plus pauvres du monde et Diffa l'une de ses régions les plus défavorisées. L'arrivée d'un grand nombre de déplacés internes, de Nigériens rentrés au pays (des ressortissants nigériens qui avaient émigré au Nigéria et qui sont revenus au Niger) en raison du conflit, et de réfugiés dans des zones plus sûres le long de la route principale, est en train d'exercer une énorme pression sur des ressources déjà limitées. Les déplacés tout comme les communautés d'accueil vulnérables sont dépourvus d'accès à des services de base et ont besoin de nourriture, d'eau, d'abris et d'aide humanitaire. Malgré l'intensification des interventions de la part des organisations humanitaires dans la région de Diffa, l'assistance humanitaire reste parcellaire et des écarts sont encore à combler dans

les domaines de la distribution alimentaire, de l'eau, des abris et d'autres formes d'assistance.

Le gouvernement du Niger a déclaré l'état d'urgence le 11 février 2015 dans l'ensemble de la région de Diffa pour s'opposer, selon ses déclarations, aux forces de Boko Haram. Cet état d'urgence, réitéré en novembre 2016, a eu pour effet de renforcer la présence militaire des forces armées nigérienne et de la force spéciale multinationale, la MNJTF (« Multinational Joint Task Force »)³. Les mesures d'urgence du gouvernement ont eu pour effet d'une part de déplacer les populations le long de la frontière avec le Nigéria dans le cadre des opérations militaires, et d'autre part de restreindre les activités de subsistance, notamment la pêche et la vente de poisson, la production de poivron rouge, ainsi que l'achat de carburant et d'engrais essentiels à la production agricole. Les mesures prises ont également imposé des restrictions à la liberté de circulation des personnes⁴. De vastes territoires sont désormais militarisés et déclarés « zones interdites » pour les civils. De nombreux marchés dans l'est de Diffa ont fermé, et l'utilisation des deux-roues (des motos notamment) y est interdite.

Le gouvernement a déclaré que ces restrictions sont censées empêcher Boko Haram d'avoir accès à de la nourriture, à de l'argent et à des biens essentiels. Reste qu'avec la fermeture des frontières et la présence prolongée d'opérations militaires dans ces régions, le commerce transfrontalier a lui aussi été gravement touché. Les mesures prises par le gouvernement ont des conséquences dramatiques : destruction des moyens de subsistance, étouffement et diminution des activités économiques, et restrictions de l'accès des populations à des denrées alimentaires et aux marchés. Elles ne font qu'exacerber la situation humanitaire et aggraver l'insécurité alimentaire et la malnutrition qui sévissent, les habitants de la région de Diffa étant fortement tributaires de la pêche et de la production de cultures de rente (telles que le poivron rouge) comme principales sources de revenus. D'après FEWS NET, le réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine, il est possible que les effets du conflit sur les marchés et les moyens de subsistance locaux empêchent les ménages pauvres des zones pastorales de Diffa de satisfaire leurs besoins alimentaires et qu'à défaut du maintien de l'aide humanitaire, il soit déclaré une situation IPC (Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire) de Phase 2 « Sous pression »⁵ ou de Phase 3 « Crise » d'insécurité alimentaire aiguë⁶.

La pêche et la production de poivron rouge (baptisé « l'or rouge » en raison de sa forte valeur) ont été fortement impactées par les restrictions imposées en vertu de l'état d'urgence, alors même que l'insécurité et la peur des attaques de Boko Haram représentent une importante source de menaces pour les populations affectées. Les mesures spécifiques qui ont été mises en œuvre dans le cadre de cette déclaration d'état d'urgence ont eu des effets néfastes et de grande portée tant sur le marché du poisson fumé que sur celui du poivron rouge séché, ainsi que sur les populations qui en dépendent pour leurs revenus, surtout les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables.

Avant la crise de Boko Haram, la contribution à l'économie nigérienne des activités combinées de la pêche et du poivron rouge se chiffraient à 28 milliards de francs CFA (48 millions de dollars)⁷, provenant en grande majorité des exportations vers le Nigéria. Plus de 300 000 personnes dépendaient de la production de poivron rouge et de la pêche pour gagner leur vie⁸. Beaucoup ont dû suspendre leurs activités de subsistance, tandis que d'autres, en dépit des restrictions mises en place par les mesures d'urgence, continuent leurs activités sur les marchés de la pêche et du poivron rouge en prenant de très grands risques. L'état d'urgence a eu pour effet de forcer les populations à adopter de nouvelles stratégies d'adaptation plus risquées. À plus long terme, ces mesures risquent aussi d'être contreproductives : des recherches passées ont en effet démontré que les difficultés financières et l'absence de débouchés peuvent en fait être des motifs à ce que certains, surtout des jeunes, rejoignent les rangs de Boko Haram⁹.

Faits et chiffres clés

- Avant la crise de Boko Haram, la contribution à l'économie nigérienne des activités combinées de la pêche et du poivron rouge se chiffraient à 28 milliards de francs CFA (48 millions de dollars).
- En 2014, 22 612 tonnes de poisson ont été produites, d'une valeur de 20 milliards de francs CFA (34,5 millions de dollars) et les exportations de poisson contribuaient à 70 % des revenus douaniers de la région de Diffa à cette époque.
- La majorité des pêcheurs ont complètement cessé toute activité de pêche. La pêche représentait en moyenne 89 % du total des revenus des pêcheurs interrogés.
- Parmi les ménages de pêcheurs interrogés pour Oxfam, 20 % ont indiqué se résoudre à marier leurs filles plus tôt qu'ils ne l'auraient souhaité afin de réduire la pression sur leurs ressources.
- Parmi ceux qui ont cité la production de poivron rouge comme source de revenu avant la crise, 96 % disent avoir complètement cessé cette activité. Les producteurs de poivron rouge font part d'une baisse de 81 % de leurs revenus.
- Depuis juin 2015, les autorités ont saisi et brûlé des cargaisons de poisson et des véhicules les transportant et elles ont arrêté des transporteurs illégaux. En avril 2016, les autorités régionales ont détruit 2,7 tonnes de poisson fumé.

L'IMPACT DES MESURES D'URGENCE SUR LES MARCHÉS DE LA PÊCHE ET DU POIVRON ROUGE

Depuis février 2015, le conflit causé par Boko Haram et les opérations militaires pour le combattre ont gravement détérioré le marché du poisson fumé dans la région de Diffa, limitant la liberté de circulation et l'accès aux zones de pêche (situées surtout sur les rives du lac Tchad, mais aussi dans certaines zones de la

Koumadougou), où la présence et les contrôles militaires se sont intensifiés. Pourtant, c'est bien l'interdiction de la pêche et de la vente de poisson fumé imposée par le gouvernement dans toute la région de Diffa dans le cadre des mesures d'urgence qui a le plus d'impact sur le fonctionnement du marché du poisson fumé à Diffa. Le gouvernement a justifié ces restrictions en affirmant qu'une grande partie des revenus de Boko Haram proviendrait du commerce du poisson au Nigéria. Quoi qu'il en soit, une chose est sûre : elles ont eu pour effet de quasiment anéantir le potentiel du marché du poisson fumé comme source de revenus pour la population dans la région de Diffa. En moyenne, les pêcheurs qui gagnaient 1515 dollars par an avant la crise n'en gagnent plus que 420 dollars par an, soit une chute de 72 % de leurs revenus annuels. Les conséquences sont énormes, non seulement pour les revenus des ménages et leur capacité à nourrir leurs familles et à subvenir à leurs besoins, mais aussi pour l'économie locale et régionale dans son ensemble et pour les nombreux ménages qui dépendent directement ou indirectement du marché du poisson fumé. La majorité des pêcheurs (surtout des hommes et des jeunes) ont complètement cessé toute activité de pêche.

La crise a considérablement diminué le potentiel du marché du poivron rouge séché à servir de source de revenus aux producteurs des alentours de la Koumadougou. Cette zone s'est fortement militarisée et beaucoup de cultivateurs de poivron sont eux-mêmes devenus des déplacés internes dans la région de Diffa, séparés de leurs terres agricoles. Ceux qui ont toujours accès à leurs terres sont très limités et courent de grands risques, comme en témoignent les agriculteurs interrogés par Oxfam. Les données d'Oxfam font apparaître que depuis le début du conflit, le nombre de personnes disant toucher des revenus de la culture du poivron a reculé de 96 %. Quant aux petits cultivateurs de poivron qui poursuivent leur activité, ils ne parviennent à gagner que 64 % des revenus qu'ils touchaient avant l'éclatement du conflit causé par Boko Haram. Les petits producteurs et les métayers disent n'avoir accès qu'au cinquième des terres qu'ils possédaient ou sur lesquelles ils travaillaient auparavant. En vertu de la loi actuelle, les petits et grands producteurs de poivron sont tenus d'avoir l'autorisation du gouverneur de Diffa pour acheter des intrants agricoles (surtout des engrais et du carburant) ou en recevoir un quota du gouvernement.

LA POPULATION CIVILE, DOUBLEMENT VICTIME DE BOKO HARAM ET DES MESURES D'URGENCE

L'état d'urgence dans la région et les restrictions qu'il impose à certaines activités entrave la capacité de la population à générer des revenus, ce qui pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et leur accès au financement. Les ménages ont recours à des stratégies d'adaptation qui exacerbent leur vulnérabilité : les femmes et les jeunes filles sont encore plus exposées à des risques de sévices, d'extorsion de

fonds et de violences, y compris de violences basées sur le genre et sur le sexe (VBGS), tandis que les hommes et les garçons s'exposent davantage à des risques de violence et d'extorsion de la part de Boko Haram et de délinquants, ainsi qu'à des risques d'arrestation et de détention par l'armée.

Parmi les pêcheurs qui continuent de pratiquer des activités de pêche, tous font part de nouveaux risques majeurs pour leur protection. Par leur violence aveugle, les attaques de Boko Haram dans les villages ont fait de nombreuses victimes. Le manque d'assistance et de moyens de subsistance oblige des ménages de pêcheurs pauvres à continuer de pêcher en dépit des grands dangers auxquels cela les expose. Tous les pêcheurs à qui nous avons parlé craignent qu'en se rendant vers leurs zones de pêche, ils se fassent arrêter et emprisonner par les militaires et soient accusés d'activités terroristes par leur présence dans des zones militarisées pour se prêter à des activités de subsistance illégales. Leur crainte première est toutefois de se faire tuer par les militaires, qui pourraient les confondre avec des membres de Boko Haram. Depuis que la pêche est interdite, pour éviter les militaires, les pêcheurs pêchent dorénavant principalement de nuit et évitent les camps militaires. Ces stratagèmes augmentent le risque qu'ils tombent sur les troupes de Boko Haram. D'autres ménages se livrent à des stratégies d'adaptation qui sont également dangereuses pour leur sécurité, qu'il s'agisse de coupe de bois, de ramassage de paille, d'échange d'actes sexuels contre de la nourriture ou de l'argent, ou de mariage précoce.

Parmi les ménages de pêcheurs interrogés par Oxfam, 20 % d'entre eux ont indiqué se résoudre à marier leurs filles plus tôt qu'ils ne l'auraient souhaité afin d'atténuer les pressions exercées sur leurs ressources. Le ramassage de bois de chauffage et de paille accentue les tensions qui existent entre les populations déplacées et les communautés d'accueil désireuses de protéger leur environnement contre tout risque de surexploitation. Pour éviter de s'exposer à des actes de violence et à des conflits avec les communautés locales, ainsi qu'à des contrôles et de possibles arrestations, les personnes déplacées ont tendance à s'enfoncer plus loin dans des zones non peuplées, courant ainsi de plus grands risques de harcèlement, de violence (y compris de violences basées sur le genre) et d'extorsion de la part de membres de Boko Haram, de délinquants et de militaires.

Les producteurs de poivron rouge font part de leurs craintes d'attaques, de pillages et d'extorsions de la part de Boko Haram dans les champs, sur les routes et dans leurs villages, surtout de nuit. En raison de la forte présence militaire, certains agriculteurs, surtout des femmes, ne se sentent pas en sécurité pour accéder à leurs terres agricoles. Les personnes dépourvues de carte d'identité sont soumises à des contrôles poussés et les fouilles effectuées par les services de sécurité (qui posent un problème particulier pour les femmes) sont fréquentes, de même que les soi-disant « taxes » que les populations sont tenues de payer pour poursuivre leur route. En plus de cela, la vente d'engrais est dorénavant contrôlée de près (par des permis). Certains franchissent la rivière pour se rendre au Nigéria et y

acheter des engrais et du carburant pour leur besoin personnel ou pour se livrer à du trafic illégal. Dans un cas comme dans l'autre, ils courent le risque de se faire arrêter et emprisonner. Des femmes gagnent de l'argent en se livrant à des activités de travail journalier dans les champs, au sein de communautés qui leur sont étrangères et courant ainsi de plus grands risques de harcèlement sexuel. Parmi les ménages cultivateurs de poivron interrogés par Oxfam, 15 % d'entre eux ont indiqué avoir marié leurs filles plus tôt que prévu, afin de réduire les pressions exercées sur les ressources de la famille.

CONCLUSION

Ces dernières années, l'expansion et l'intensification du conflit qui sévit en raison des actions de Boko Haram et des opérations militaires lancées pour le combattre ont eu un impact dévastateur sur le bassin du lac Tchad et sur la population de la région de Diffa au Niger. Même si pour beaucoup de ceux qui souhaitent reprendre leurs moyens de subsistance, les violences perpétrées par Boko Haram ont indubitablement un fort effet dissuasif, il n'empêche que dans le contexte actuel, c'est bien l'état d'urgence imposé dans la région de Diffa qui entrave le plus le marché du poisson fumé et celui du poivron rouge. Il ne fait qu'aggraver plus encore la situation humanitaire, en exacerbant l'insécurité alimentaire et la malnutrition, et en rendant les populations tributaires de l'aide humanitaire. En plus de cela, les limitations et les restrictions décrétées par le gouvernement au titre des mesures d'urgence n'ont pas seulement pour effet d'empêcher les populations de gagner leur vie en toute sécurité sur les marchés du poisson fumé et du poivron rouge séché, mais elles les contraignent à prendre de plus grands risques et à courir de plus grands dangers.

RECOMMANDATIONS

À l'intention du gouvernement du Niger

Réévaluer les mesures introduites en vertu de l'état d'urgence qui se répercutent sur les moyens de subsistance liés à la pêche et à la production de poivron rouge de la population et qui accroissent l'exposition des acteurs de ce marché à de plus grandes menaces, notamment :

- En discutant avec les communautés afin de déterminer les moyens pour rétablir un accès sécurisé à des parties du lac et reprendre des activités de pêche.
- En mettant fin à l'interdiction de la pêche et de la vente de poisson fumé sur les marchés.
- En revoyant les mesures qui restreignent la liberté de circulation de la population et sa capacité à commercer (par ex. le couvre-feu et l'interdiction de circuler à moto).

- En améliorant l'accès des producteurs à du carburant et des engrais.
- Donner la priorité à la sécurité et à la protection des civils, à leur dignité et à leurs droits humains en vertu des lois nationales ainsi que des cadres régionaux tels que la Convention de Kampala et la Convention de l'Organisation de l'unité africaine sur les réfugiés, le droit international humanitaire et des droits de l'homme et les normes humanitaires.
- Élaborer des stratégies efficaces pour identifier et minimiser les risques de protection résultant de l'état d'urgence, afin de protéger les ménages de pêcheurs pauvres et les producteurs de poivron ainsi que d'autres acteurs vulnérables de la chaîne, y compris :
 - Renforcer et soutenir la formation au droit international humanitaire et aux droits humains des forces de sécurité et des fonctionnaires civils, et renforcer les mécanismes de redevabilité.

À l'intention des bailleurs de fonds et des Nations unies

- Financer dans son intégralité le plan d'intervention humanitaire pour 2017, qui demande 139 millions de dollars pour apporter une assistance vitale aux populations victimes du conflit à Diffa.
- Veiller à accorder la même priorité aux communautés d'accueil et aux déplacés internes pour recevoir une assistance humanitaire et au développement. Les communautés d'accueil ont généreusement partagé leurs maigres ressources et elles aussi ont besoin d'avoir accès à de la nourriture, à des services de base et à l'appui aux moyens de subsistance.
- Financer et soutenir des moyens de subsistance pour les personnes les plus vulnérables et affectées par la crise, soit en soutenant leurs stratégies actuelles, soit par la promotion de nouvelles.
- Assurer une meilleure coordination entre l'aide humanitaire, l'aide au développement à long terme et le secteur privé pour renforcer les liens qui existent entre eux. Cela permettra de mettre en œuvre des programmes humanitaires et de relèvement précoce qui soutiennent le rétablissement des moyens de subsistance des populations, leur apportent des solutions alternatives de moyens de subsistance et renforcent leur résilience.
- Il convient pour cela d'associer le gouvernement et les communautés en vue de réévaluer les mesures introduites en vertu de l'état d'urgence, qui sont en train d'étouffer et de détruire les moyens de subsistance des populations et leurs activités génératrices de revenus, surtout en ce qui concerne les marchés de la pêche et du poivron.

NOTES

1 Rapport final et résumé : Sissons, C. et Lappartient, C. (2016). *Analyse et cartographie des marchés en état d'urgence modifiée et analyse de la protection : Les systèmes de marché des revenus du poisson fumé et du poivron rouge séché dans la région de Diffa, dans l'est du Niger*. Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/a-modified-emergency-market-mapping-analysis-and-protection-analysis-smoked-fis-620163>

2 Ce chiffre inclut des réfugiés nigériens, des rapatriés nigériens (c'est-à-dire des Nigériens qui vivaient au Nigeria et qui sont rentrés dans leur pays suite au conflit), des déplacés internes originaires de la région de Diffa et les communautés qui accueillent les déplacés.

3 La MNJTF (Multinational Joint Task Force) est une formation multinationale combinée composée d'unités, principalement militaires, du Bénin, du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigeria. Son siège se trouve à N'Djamena et elle a pour mandat de mettre un terme au conflit perpétré par Boko Haram.

4 Deux amendements ont été déposés par voie de décret le 4/01/2017 :

- **Décret 041** : autorisation de circuler pour les tricycles motorisés réservés au transport de personnes et de biens dans les deux villes principales de la région de Diffa.
- **Décret 040** : modification/amendement des horaires de couvre-feu. De 20 h 00 à 05 h 00 : interdiction de circulation pour les véhicules motorisés. De 21 h 00 à 05 h 00 : interdiction de mouvement pour toute personne circulant à pied ou par tout autre moyen de locomotion.

5 En situation IPC 3, les populations ont du mal à trouver suffisamment de nourriture, il existe de forts niveaux de malnutrition aigüe et les populations sont contraintes de vendre des biens essentiels. En situation IPC 2, les populations ont du mal à satisfaire leurs besoins alimentaires de base.

6 FEWS NET. (2016). Mise à jour des perspectives sur la sécurité alimentaire. *À l'exception de Diffa, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence sont stables*. <http://www.fews.net/west-africa/niger/food-security-outlook-update/december-2016>

7 Sissons, C. et Lappartient, C. (2016). *Analyse et cartographie des marchés en état d'urgence modifiée et analyse de la protection*.

8 Sissons, C. et Lappartient, C. (2016). *Analyse et cartographie des marchés en état d'urgence modifiée et analyse de la protection*.

9 Mercy Corps, (2016). *Motivations and Empty Promises: Voices of former Boko Haram combatant and Nigeria youth*. <https://www.mercycorps.org.uk/research-resources/motivations-and-empty-promises-voices-former-boko-haram-combatants-and-nigerian>

© Oxfam International, février 2017

Ce document a été rédigé par Annick van Lookeren Campagne et Sultana Begum. Les auteures tiennent à remercier Corrie Sissons et Clotilde Lappartient, dont le rapport a servi de base au présent document. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-0-85598-887-6
février 2017

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)	Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)	Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)	Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)	Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)	Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)	
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)	
Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)	Membre observateur :
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)	Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
IBIS (Danemark) (http://ibis-global.org/)	
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)	
Oxfam Intermón (Espagne) (www.intermonoxfam.org)	
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)	
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)	

www.oxfam.org

